

Discours du Président de la République lors du Forum économique mondial de Davos.

Merci beaucoup, Larry.

Majestés, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Ministres, ambassadeurs et chefs d'entreprises, Mesdames, Messieurs, je suis très heureux d'être ici aujourd'hui, c'est formidable d'être ici, comme le dirait le Financial Times. C'est un moment de paix, de stabilité, de prévisibilité. Essayons donc de traiter dans quelques minutes l'un des grands enjeux de ce monde, mais il est clair que nous parvenons à une période d'instabilité et de déséquilibres, tant du point de vue de la sécurité et de la défense que du point de vue économique.

Regardez dans quelle situation nous nous trouvons. Une évolution vers l'autocratie contre la démocratie, vers plus de violences, plus de 60 guerres en 2024, record absolu, même si j'ai compris que certaines ont été réglées, et les conflits sont devenus normalisés, hybrides, se transforment en de nouvelles exigences, l'espace, l'information numérique, les aspects cyber, le commerce, etc.

C'est aussi une évolution vers un monde sans règles, où le droit international est piétiné, où la seule loi qui importe, semble-t-il, est la loi du plus fort, et des ambitions impériales refont surface. Bien sûr, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui entrera le mois prochain dans sa quatrième année, et les conflits persistent au Moyen-Orient et partout en Afrique. C'est aussi une évolution vers un monde sans gouvernance collective réelle et où le multilatéralisme est affaibli par des puissances qui l'entravent ou s'en détournent, et les règles sont remises en question.

Je peux multiplier les exemples d'organismes internationaux affaiblis ou abandonnés par les grandes économies. Et si nous regardons la situation, c'est vraiment un moment très inquiétant car nous sommes en train de tuer la structure où nous pouvons réparer la situation et nos enjeux communs. Sans une gouvernance commune, la coopération cède la place à une concurrence implacable, la concurrence des États-Unis d'Amérique, par des accords commerciaux qui compromettent nos intérêts en matière d'exportation, exigent les concessions maximales et visent ouvertement à affaiblir et à subordonner l'Europe, et qui s'ajoutent à une accumulation incessante de nouveaux droits de douane fondamentalement inacceptables, et d'autant plus lorsqu'ils sont utilisés comme moyen de pression à l'encontre de la souveraineté territoriale.

Et la concurrence de la Chine, où des capacités excédentaires massives et des pratiques de distorsion ont menacé de submerger les secteurs industriels et commerciaux. Le contrôle des exportations est devenu plus dangereux, de nouveaux outils qui déstabilisent le commerce international et le système international. La réponse pour régler ce problème, c'est renforcer la coopération, bâtir de nouvelles approches, et c'est évidemment bâtir une plus grande souveraineté économique et une économie stratégique, en particulier pour les Européens, c'est pour moi la principale réponse.

Dans ce contexte, je voudrais exclure deux approches. La première, ce serait d'accepter passivement la loi du plus fort, entraînant la vassalisation et une logique de blocs. Je crois qu'accepter une sorte de nouvelle approche coloniale n'a pas de sens. Tous les chefs d'État et de gouvernement et les chefs d'entreprise qui seraient trop complaisants à l'égard de cette approche assumeront une énorme responsabilité. La seconde approche serait d'adopter une posture purement morale, en nous limitant à commenter. Cette option nous condamnerait à la marginalisation et à l'impuissance. Face à la brutalisation du monde, la France et l'Europe doivent défendre un véritable multilatéralisme parce que cela sert nos intérêts et les intérêts de tous ceux qui refusent de se soumettre à la force. Pour moi, les deux réponses sont, d'une part, davantage de souveraineté et d'autonomie pour les Européens, d'autre part, un multilatéralisme efficace qui produit des résultats par la coopération.

Il va de soi que la France et l'Europe sont attachées à la souveraineté nationale et à l'indépendance, aux Nations Unies et à sa Charte. Ce n'est pas une manière désuète de vivre le multilatéralisme. C'est juste de ne pas oublier totalement ce que nous avons appris de la Seconde Guerre mondiale et de rester attachés à la coopération. Et c'est aussi en raison de ces principes que nous avons décidé de nous joindre à cet exercice mutuel au Groenland sans menacer personne, mais juste pour soutenir un allié dans un autre pays européen, le Danemark.

Face à ce nouvel ordre et à cette nouvelle situation, la France assume cette année la présidence du G7 avec l'ambition claire de rétablir le G7 comme forum de dialogue franc entre les grandes économies et de solutions collectives et coopératives. Les guerres commerciales, l'escalade protectionniste, la course vers la surproduction ne feront que des perdants. C'est pourquoi remédier aux déséquilibres économiques mondiaux est notre priorité absolue. Si nous regardons la situation, les déséquilibres actuels sont dus à quelques phénomènes clés et nous devons tous mettre en œuvre notre programme d'action. Cela inclut la surconsommation de l'Amérique, la sous-consommation et le surinvestissement de la Chine, et le sous-investissement et l'insuffisante compétitivité de l'Europe. D'ailleurs, ces déséquilibres se reflètent également dans les écarts de développement, et nous ne pouvons plus nous contenter d'une aide qui ne produit pas de résultats suffisants et qui ne permet pas aux pays d'échapper à la pauvreté.

Notre objectif, avec le G7, c'est de démontrer que les grandes puissances du monde sont toujours capables de parvenir à un diagnostic commun de l'économie mondiale et de s'engager en faveur d'actions concrètes. Coopérer, ce n'est pas culpabiliser les autres, c'est assumer sa part de responsabilité et contribuer à des solutions. L'objectif de ce G7 sera de bâtir ce cadre de coopération afin de réparer les causes de ces déséquilibres et de restaurer une convergence et une coopération efficaces par des cadres multilatéraux. L'autre objectif est de bâtir des ponts et davantage de coopération avec les pays émergents, les BRICS et le G20, car la fragmentation de ce monde n'aurait aucun sens. Voilà donc, en quelque sorte, le programme d'action mondial et comment nous voyons notre programme pour le G7.

Par ailleurs, nous avons la réponse européenne. Et pour moi, l'Europe doit manifestement régler ses principaux problèmes. Le manque de croissance, l'absence de croissance du PIB par habitant, et les trois piliers de notre stratégie pour permettre davantage de souveraineté, d'efficacité et de croissance seraient fondés sur la protection, la simplification et l'investissement. Car le diagnostic est bien connu : la compétitivité de l'Europe est inférieure à celle des États-Unis et dans l'ordre international actuel, précisément face à l'approche chinoise, nous devons réagir.

Tout d'abord, la protection. La protection, ce n'est pas le protectionnisme. Mais les Européens d'aujourd'hui sont naïfs. C'est un marché unique ouvert à tous sans vérification de l'égalité des conditions de concurrence à l'échelle internationale. Personne ne peut accéder au marché chinois comme les gens accèdent au marché européen. Mais même si vous prenez les États-Unis et beaucoup d'autres pays, le niveau de protection existe pour l'investissement et le commerce. Les Européens sont les seuls à ne pas protéger leurs propres entreprises et leurs propres marchés lorsque les autres pays ne respectent pas les règles du jeu internationales. C'est pourquoi nous devons être beaucoup plus réalistes si nous voulons protéger notre industrie chimique, notre industrie, du secteur automobile à beaucoup d'autres, parce qu'elles sont littéralement tuées par le manque de respect du cadre normal et de l'égalité des conditions de concurrence à l'échelle internationale.

L'Europe dispose d'outils très robustes maintenant et nous devons les utiliser lorsque nous ne sommes pas respectés et lorsque les règles du jeu ne sont pas respectées, d'ailleurs. Le mécanisme anti-coercition est un instrument puissant et nous ne devons pas hésiter à le déployer dans l'environnement difficile actuel. Nous devons aussi faire progresser le principe de préférence européenne. Il existe une préférence nord-américaine sur votre marché. Il n'existe pas de préférence européenne aujourd'hui. Nous la mettons en place progressivement et, dans les derniers documents et les dernières décisions, nous en avons les premiers exemples. C'est vraiment très bien et nous nous concertons actuellement avec l'Allemagne pour mettre en place un cadre simple et ambitieux. C'est un projet décisif et je compte sur la Commission européenne pour qu'elle présente une proposition d'ici à début 2026 avec le plus haut niveau d'ambition possible afin de mettre en place, en quelque sorte, dans les différents secteurs, le principe de préférence européenne. C'est une nécessité.

Nous devons agir sur les importations, mais également sur cette question de la protection. Dans un contexte de tensions commerciales accrues et de surcapacités asiatiques, l'Europe doit renforcer ses instruments de défense commerciale, notamment les mesures pour appliquer les normes réglementaires, et nous devons améliorer la qualité et la valeur ajoutée des investissements directs étrangers, en ciblant les projets avec un fort potentiel d'exportation. Cela est essentiel pour le rééquilibrage avec la Chine. La Chine est la bienvenue, mais nous avons besoin de davantage d'investissements directs étrangers chinois en Europe dans des secteurs clés pour contribuer à notre croissance, pour transférer des technologies et pas uniquement pour exporter vers l'Europe des équipements ou des produits qui n'ont pas toujours les mêmes normes ou qui reçoivent parfois bien plus de subventions que ceux produits en Europe. Il ne s'agit pas d'être protectionniste, mais simplement de rétablir l'égalité des conditions de concurrence et de protéger notre industrie.

Aussi, qu'il s'agisse des clauses de sauvegarde, des clauses miroirs, des préférences européennes et des incitations à accroître les investissements directs étrangers, cette stratégie est absolument primordiale. En parallèle, la protection de nos économies exigera également une stratégie résiliente, tant pour nos importations que nos exportations, afin de réduire les risques au niveau des chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les matières premières, les terres rares, les semi-conducteurs et les puces et pour diversifier nos partenaires commerciaux.

Le deuxième pilier de l'économie et de la stratégie européennes doit être la simplification. Lorsque je parle de simplification, nous avons commencé avec la CSRD et la CS3D, et nous devons faire bien plus encore dans différents secteurs. Nous l'avons fait ces dernières semaines dans le secteur de l'automobile et nous devons faire de même dans le domaine des produits chimiques, du numérique, de l'intelligence artificielle, de la banque, etc. Et le cœur de cette simplification est parfois de se débarrasser de certaines réglementations récentes lorsqu'elles désynchronisent d'une certaine manière l'Union européenne par rapport au reste du monde.

Mais nous devons également accélérer l'approfondissement du marché unique. Dans tous ces secteurs, le marché de 450 millions d'habitants et de consommateurs doit être le marché intérieur de toutes les entreprises de l'Union européenne. Ce n'est pas encore le cas, tant que nous faisons face à des complexités. Ce faisant, nous devons veiller au respect de la neutralité technologique et de la non-discrimination au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'un autre pilier, d'un autre point de simplification. Une approche neutre en matière de technologies et de non-discrimination. Nous opérons pendant si longtemps une discrimination entre les différentes sources d'énergie. Cela est contreproductif pour les Européens eux-mêmes. Les entreprises ont un rôle à jouer. Nous devons agir, et vous devez agir. Très clairement, vous devez nous aider à déterminer et à concrètement simplifier là où cela est nécessaire. Mais, selon moi, ce programme de simplification n'est pas une question de discussion, mais uniquement de mise en œuvre, de vitesse et d'échelle.

Le troisième pilier de la stratégie européenne pour renforcer la compétitivité et l'autonomie repose sur l'investissement et l'innovation. Nous devons investir beaucoup plus. Si le PIB par habitant est si différent entre les États-Unis et l'Europe, cela s'explique à 65 ou 75 % par les différences en matière d'innovation. Les États-Unis ont beaucoup plus innové grâce aux investissements publics et privés. Alors, pour notre budget des mois à venir, car nous allons négocier cette année en Europe, nous devons investir bien plus d'argent dans les secteurs essentiels où des innovations seront menées. L'intelligence artificielle, le quantique, les technologies vertes, mais également la défense et la sécurité. La taille de notre budget commun n'est pas bonne. Nous devons investir beaucoup plus d'argent pour être bien plus crédibles et accélérer ce programme d'innovation.

Mais en même temps, si vous regardez la situation, nous n'avons pas assez d'investissements privés. C'est une des principales différences. Comme européens, nous avons de l'épargne. Bien plus que les États-Unis d'ailleurs. Mais cette épargne est surinvestie en obligations et parfois en actions mais hors d'Europe. C'est la raison pour laquelle notre priorité absolue doit être le programme de titrisation. Il est prêt. Nous devons en accélérer la mise en œuvre. Deuxièmement, l'union des marchés des capitaux. Précisément pour accroître l'intégration et la simplification, tout en disposant d'une union des marchés des capitaux efficace permettant d'investir beaucoup plus et d'utiliser notre épargne pour investir dans l'innovation et les actions en Europe.

Ce programme constitue pour moi une priorité absolue. Autant pour l'Europe que pour l'ensemble du monde. Et il doit être mis en œuvre dans les mois à venir car il est essentiel d'aller vite. La France est déterminée à mettre en œuvre ce programme. Nous travaillons en étroite coopération avec notre partenaire clé. Dans le même temps, notre objectif pour la France est de stabiliser nos résultats et notre approche macroéconomique afin de rester le pays très attractif que nous sommes déjà. Depuis six ans, nous sommes le pays européen le plus attractif. Et de consolider nos profondes réformes structurelles comme notre atout majeur.

En plus de cet environnement des affaires, je veux ici insister sur le fait que notre approvisionnement en électricité est compétitif, stable et à faible intensité de carbone. L'année dernière nous avons exporté pour 90 térawatts-heure d'électricité bas-carbone grâce à notre modèle nucléaire. Nous disposons de capacités d'innovation et de recherche de niveau international et nous les améliorerons. Nous avons aussi un des écosystèmes les plus dynamiques et actifs pour l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, la transition énergétique, etc., ainsi que de nombreuses entreprises émergentes et « licornes », secteurs largement représentés dans ma délégation aujourd'hui.

De plus, je voudrais insister, et je m'arrêterai ici, sur le fait que nous avons des infrastructures de qualité et de vastes marchés dotés d'un pouvoir d'achat important. Et chez nous l'état de droit et la prévisibilité continuent d'être les règles du jeu. À mon sens, ces aspects sont largement sous-évalués sur le marché. Au-delà de ce que vous pouvez faire en termes d'investissement, en termes d'ambitions fortes, avoir un endroit comme l'Europe, qui est parfois trop lente, bien sûr, et a besoin d'être réformée, mais qui est prévisible, loyale et où vous savez que la règle du jeu est clairement l'état de droit, l'Europe est le bon endroit.

Elle est le bon endroit aujourd'hui et le sera encore demain. Donc, en 2026, nous serons déterminés à essayer de mettre en place ce programme mondial pour remédier aux déséquilibres internationaux grâce à davantage de coopération. Nous ferons de notre mieux pour avoir une Europe plus forte, beaucoup plus forte et plus autonome sur la base des piliers que je viens de mentionner et aussi, et nous pouvons revenir au dialogue, sur davantage d'investissements et d'engagements en matière de défense et de sécurité, parce qu'il nous faut investir toujours plus, encore et encore. Parce que nous sommes convaincus, ici à l'épicentre de ce continent européen, que nous avons besoin de davantage de croissance, de davantage de stabilité dans le monde, mais nous préférons le respect aux brutes, la science au complotisme, l'état de droit à la brutalité. Soyez donc les bienvenus en Europe, et doublement bienvenus en France !